Naissance du Sud Việt-Nam

Ne valait-il pas mieux une mort à l'état d'embryon ?

Par Bùi Ngọc Vũ JJR 64

Préambule

.

La question ajoutée au titre est une question qu'on pourrait se poser quand vient le 30 avril, le moment où beaucoup de Sud Vietnamiens pleurent encore la mort du Sud Việt-Nam et beaucoup de Nord Vietnamiens la regrettent, presque 40 ans après. Mais elle ne pourrait être qu'un sujet purement académique ou philosophique et l'article n'a pas pour objet d'y répondre. C'est plutôt assurément l'occasion de rappeler et de glorifier les immenses souffrances et les sacrifices héroïques du peuple vietnamien des deux zones dans sa quête d'un avenir meilleur. Malheureusement le peuple vietnamien, dans sa totalité, encore plongé dans une culture moyenâgeuse avait totalement fait fausse route. Profitant de son état inculte, les *gouvernants* des deux zones, dans leur soif de pouvoir et plus soucieux de leur propre intérêt, l'avaient conduit dans une guerre fratricide et inutile. Inutile car la prise du pouvoir au Sud par le Nord aurait bien pu se produire dès 1954 et vu sous cet angle cette guerre se révéla être en fin de compte une '***guerre pour rien***'.

La naissance du Sud Việt-Nam, si elle pouvait être comparée à la naissance d'un bébé, serait celle d'un prématuré chétif et malade. Et si l'enfant était condamné à disparaitre, on pourrait penser alors que tout bien réfléchi une mort à l'état embryonnaire aurait été bien moins désastreuse.

Mais revenons au propre du sujet, aux conditions entourant la naissance du Sud Việt-Nam et la conclusion des accords de Genève marquant la fin de la guerre française en Indochine.

La Conférence de Genève

Entre le 25 janvier et le 18 février de l'année 1954 les Ministres des Affaires étrangères de la France, de l'Union Soviétique, de la Grande Bretagne et des États-Unis s'étaient réunis à Berlin pour discuter des questions du Monde- notamment celles concernant la Corée, l'Indochine, l'Allemagne, l'Autriche- de la sécurité européenne et du désarmement. De là était issue la proposition de l'URSS d'une conférence à Genève réunissant les mêmes Quatre Grands avec en plus la République Populaire de Chine en vue de régler le problème de la réunification de la Corée et de l'installation d'une paix en Indochine.

La phase coréenne de la Conférence de Genève débuta le 26 avril 1954 mais se termina sur un échec et la Corée demeura divisée en deux jusqu'à nos jours. La phase Indochinoise s'ouvrit le 8 mai un jour après la victoire de l'armée du Việt Minh sur le Corps Expéditionnaire Français à Điện Biên Phủ et se continua jusqu'au 20 juillet. On arrêta symboliquement l'horloge avant minuit pour que Mendès France put réaliser sa promesse d'arriver à un cessez le feu pour cette date. On était d'ailleurs arrivé à ce résultat sans la participation active des États-Unis dans les négociations: ils avaient pris la décision de ne plus maintenir qu'une représentation symbolique entre le 20 juin et le 17 juillet avec Alexis Johnson, l'ambassadeur américain en Tchécoslovaquie comme observateur.[1]

Le contexte, en ce début de l'année 1954

Le Việt-Nam

En tant que pays, le Việt-Nam existait sous la désignation d'État du Việt-Nam avec à sa tête Bảo Đại comme Chef de l'État. L'indépendance et l'unité du Việt-Nam étaient reconnues par les accords de l'Élysée signés par le Prési dent Vincent Auriol et l'ancien Empereur Bảo Đại le 8 mars 1949. Cette indépendance était cependant tout à fait

[1] Le Secrétaire d'Etat John Foster Dulles avait dirigé la délégation américaine du 26 avril au 3 mai ; le Sous-Secrétaire d'Etat Walter Bedell Smith l'avait remplacé entre le 3 mai et le 20 juin puis était revenu pour les quelques derniers jours de la conférence du 17 juillet au 21 juillet.

relative car les Français continuaient de garder le contrôle des finances, de la défense et de la diplomatie vietna miennes et le Việt-Nam faisait partie de l'Union Française qui comptait en plus le Laos et le Cambodge. De plus le regroupement des 3 régions Tonkin, Annam et Cochinchine, entités aussi créées par la France depuis le début de sa politique de colonisation du Việt-Nam, n'avait été effectif qu'à la suite du vote de l'Assemblée Cochinchinoise rattachant la Cochinchine au Việt-Nam le 23 avril et ratifié par l'Assemblée Nationale française par une loi datée du 4 juin 1949.

En 1954, politiquement le Việt-Nam était dans une situation curieuse avec deux gouvernements, celui de Bảo Đại reconnu notamment par la France et les États-Unis et celui de Hồ Chí Minh, gouvernement entré en résistance et reconnu par Pékin et Moscou. Il faut noter en passant qu'à cette période le régime de Pékin n'était pas reconnu par les grands pays occidentaux.

Le gouvernement de Bảo Đại avait une armée dont la création officielle remontait à décembre 1949 mais de par la volonté des Français l'armée de Saigon n'était pas vraiment une armée au sens où elle ne disposait pas de com mandement propre, était démunie d'officiers et était principalement constituée de troupes sous les ordres d'officiers français. Son chef d'état-major le général Nguyễn Văn Hinh, de nationalité française et marié à une Française ne fut nommé qu'en mars 1952. Avec l'aide militaire de l'Union Française le gouvernement de Bảo Đại contrôlait les principales villes et certaines autres régions du Việt-Nam lui donnant une influence sur environ la moitié de la population. Le gouvernement de Hồ Chí Minh même sans siège physique, avait pu imposer sa légitimité par les armes et recueillait alors un soutien populaire certain. En ce début d'année 54 dans l'esprit des milieux du pouvoir américain il était admis sans l'ombre d'un doute qu'il fallait compter sur le régime de Hồ dans la période suivant tout cessez-le-feu.

La France et l'Indochine

En ce début 1954 les Français étaient en train d'appliquer le plan Navarre, du nom du nouveau commandant en chef arrivé en mai 1953, débordant d'optimisme et auteur de l'expression "…une lumière au bout du tunnel".[2] Navarre avait décidé de réutiliser une stratégie déjà couronnée de succès en 1952 à Na San qui consistait à fixer les troupes Việt Minh autour d'un camp retranché et à briser ses assauts. Le site de Điện Biên Phủ fut choisi et préparé en vue de cet affrontement que Navarre espérait être une grande victoire permettant d'anéantir l'armée du Việt Minh.
De fait après la brève période d'un mieux correspondant à l'année 1951 avec l'arrivée du général Jean de Lattre de Tassigny et l'intensification de l'aide américaine aux Français, la position militaire française en Indochine était en déclin continu.[3]

Le Corps Expéditionnaire Français aidé par l'armée de Saigon (l'État du Việt-Nam avait pour capitale Saigon) avait fort à faire avec l'armée du Việt Minh qui s'était considérablement renforcée grâce à l'aide chinoise depuis que la Chine communiste partage une frontière commune avec le Việt-Nam en 1949. En France l'opinion publique était déjà lasse de la guerre et les responsables politiques suivaient de manière volontaire ou non la même tendance comme pouvait le montrer la déclaration de Laniel[4] "*Si une solution honorable était en vue, dans le cadre local ou international, la France comme les États-Unis en Corée, serait heureuse d'accueillir une solution diplomatique au conflit*".[5]

À l'occasion d'une proposition de Nehru[6] pour un cessez-le-feu, Laniel exprima de façon plus précise la position de son gouvernement. Laniel considérait la proposition louable et souligna cependant que toute proposition de cessez-le-feu immédiat avec comme conséquence de mettre en péril le Corps Expéditionnaire, les Français et les Amis de la France serait inacceptable si elle n'était pas accompagnée de garanties suffisantes pour assurer un développement normal des négociations et les chances pour une paix durable. Ces garanties seraient
(1) l'évacuation complète du Laos par les troupes qui s'y étaient infiltrées;
(2) des précautions analogues seraient requises au Cambodge même si la situation militaire n'était pas la même ;
(3) au Nord Việt-Nam une sorte de no man's land serait à créer autour du Delta du Fleuve Rouge et les unités du Việt Minh qui s'y seraient infiltrées devraient se retirer sous strict contrôle ;
(4) au Centre Việt-Nam les unités du Việt Minh devraient se retirer et se regrouper dans des zones bien délimitées de manière à assurer la sécurité des troupes françaises et de la population ;
(5) au Sud Việt-Nam les forces Việt Minh devraient être désarmées ou évacuées.

[2] Stanley Karnov *Việt-Nam* Presses de la Cité. p. 109
[3] De Lattre mourut d'un cancer dès janvier 1952.
[4] Laniel Président du Conseil Français
[5] Stanley Karnov *Việt-Nam*, p. 110. Presses de la Cité
[6] Premier Ministre de l'Inde

Cette position n'était pas à l'évidence celle de quelqu'un se sentant sur le point de subir une sérieuse défaite. À l'approche de la conférence de Genève c'était le même état d'esprit concernant les invitations à envoyer aux *Etats concernés* pour leur participation à la conférence. Vers le début du mois de mars les Français considéraient encore que la représentation des États Associés ne pourrait en aucun cas être reliée à une demande de la partie adverse, sous prétexte d'équilibre, pour faire représenter le Viet Minh et le Gouvernement du Laos Libre…au motif que le Việt Minh n'était à aucun titre un gouvernement. Bidault avait tenté d'exclure la participation du Việt Minh mais dut se résigner à suggérer une forme de statut séparé pour certains participants. Il reçut une forte opposition de la part de Molotov qui commenta qu'il était essentiel que le Việt Minh fut présent pour pouvoir faire apparaitre une solution.

L'attitude et la position des États-Unis

Une Indochine considérée comme vitale pour les intérêts américains

L'année 1950 marqua un changement radical de l'attitude des États-Unis envers la guerre que les Français menaient contre les troupes de Hồ Chí Minh. L'endiguement de l'expansion communiste devint le nouveau leitmotiv suite à la perte de la Chine continentale et le déclenchement de la guerre de Corée. Les États-Unis entreprirent de fournir une aide massive à la France pour empêcher le Việt-Nam de tomber dans les mains de Hồ Chí Minh identifié déjà alors comme un membre de l'Internationale Communiste.

Parlant de Navarre et de son plan Dulles avait lancé, enthousiaste : ''*Pour la première fois nous avons un gouverne ment français qui voit la nécessité d'intensifier leur puissance en Indochine.*'' En effet le plan Navarre prévoyait la création de 90 nouveaux bataillons forts de 330 000 hommes pour les 3 années à venir et les États-Unis accordèrent une aide supplémentaire de 385 millions de dollars pour ce plan. Le Vice-Président Nixon fit une visite à Saigon en décembre 53 d'où il revint encore plus persuadé de l'importance de l'Indochine : '*Si l'Indochine tombait sous domination communiste la Thaïlande serait dans une situation impossible. Cela est aussi vrai pour l'Indonésie. Cela est aussi vrai pour la Malaisie avec son caoutchouc et son étain. L'Asie du Sud-Est en entier serait menacée ce qui veut dire que la sécurité économique et militaire du Japon serait aussi en danger*.' Il avait cependant des doutes sur la capacité des Français à développer une armée vietnamienne au niveau envisagé par Navarre pour assurer une victoire.[7]

Les États-Unis étaient donc arrivés à la conviction que l'établissement d'un contrôle communiste en Indochine par des moyens militaires ou autres amènerait certainement à mettre toute l'Asie du Sud-Est sous l'influence du communis me ; l'Inde, les Philippines et l'Australie seraient exposés à une pression communiste croissante. Une Asie du Sud-Est communiste aurait comme conséquence de menacer l'accès de l'Occident aux surplus de riz, au pétrole, à l'étain et au caoutchouc actuellement disponibles pour lui. Les communistes pourraient encore facilement interrompre les lignes de communication vitales. Aussi avaient-ils créé un OCB (Operations Coordinating Board) le 3 septembre 1953, chargé de mettre en œuvre les décisions adoptées par leur NSC (National Security Council) pour l'Indochine ; il était présidé par le Sous-Secrétaire d'Etat Walter Bedell Smith.

Cet OCB avait transmis et recommandé l'application d'un programme au Président des États-Unis, établi par le JCS (Joint Chiefs of Staff) et la CIA en support au plan Navarre et visant à assurer la victoire militaire sans avoir à enga ger les troupes américaines en Indochine. Ce programme comprenait notamment toutes les mesures possibles (du point de vue américain), pour répondre aux demandes d'assistance des Français dans les secteurs de Điện Biên Phủ et du Centre Laos et certaines de ces mesures étaient même déjà mises en application. L'idée force de ce pro gramme consistait à développer une nouvelle génération de forces indigènes bien entrainées, formées d'unités prêtes à se battre pour l'idéal de leur propre liberté, sous commandement d'officiers natifs du pays. Le succès d'un tel pro gramme demandait plusieurs conditions aussi difficiles à réaliser les unes que les autres. Il fallait changer ambi tieusement le MAAG-Indochine[8] (Military Assistance Advisory Group) en effectif et plus important encore, changer la définition de sa mission. Enfin et surtout la condition sine qua non était de convaincre les Français et d'obtenir leur assentiment à un tel programme. Ceci les Américains n'eurent jamais l'occasion d'en discuter avec les Français.

Il est intéressant de noter que dans le détail des actions du programme figurait le projet de développement d'un leadership local réellement représentatif des aspirations nationales afin de recueillir la loyauté et le soutien du peuple. En attendant et faute de mieux un effort devrait porter sur l'amélioration de la santé de Bảo Đại en vue de le persuader de prendre une part plus active à la lutte contre le Việt Minh. Cet effort définirait aussi les actions qui

[7] Robert D. Schulzinger, *A Time For War*, p. 57-58

[8] Il avait été décidé dès le 29 janvier 1954 que le général O'Daniel prendrait la tête du MAAG et que le colonel Lansdale spécialiste des covert actions viendrait renforcer son effectif.

l'encourageraient à sortir de son semi-isolement pour rendre visite à ses troupes, à résider dans la capitale et à se comporter autrement, d'une façon digne d'un Chef d'État dynamique.[9]

En vue de la Conférence de Genève

Sur les négociations elles-mêmes du côté Américain on en était encore à se poser des questions de base comme : "*Jusqu'où sommes-nous disposés à aller, en termes de défense de nos intérêts pour empêcher une expansion communiste en Asie du Sud-Est par voie (a) de combats, (b) de négociations impliquant des concessions ? La délégation Américaine aura-t-elle suffisamment de liberté de manœuvre pour explorer d'éventuelles différences d'intérêts entre Pékin et Moscou et pour capitaliser là-dessus. Des consultations tripartites sur l'Indochine en préparation de Genève furent fortement recommandées par Dillon comme suggérées par Maurice Schumann.*"[10]

Dans l'esprit des Américains ils pensaient que très probablement à Genève ils auraient à affronter une proposition des communistes pour un cessez-le-feu suivi d'élections libres sur la totalité du Việt-Nam pour une Assemblée Nationale - peut être sous supervision des Nations-Unies. Ils savaient que si de telles élections étaient tenues à cette période probablement la liste des candidats de Hồ Chí Minh sous le camouflage de vrais nationalistes, surfant sur la vague de Paix, gagnerait certainement contre une combinaison de candidats de Bảo Đại malheureusement associés dans l'esprit populaire à une domination française, à la fois dans les zones contrôlées comme dans les zones du Việt Minh. De plus le Việt Minh présentait l'avantage d'être le seul groupe politique puissant et bien organisé face à des groupes, d'esprit étroitement partisan, inorganisés, prompts à se quereller et se concurrençant de manière farouche.[11]

Renforcer la légitimité des Quốc Gia

Aussi les Américains avaient même envisagé comme action bénéfique la tenue d'élections nationales pour les Vietnamiens, avant la conférence de Genève, afin d'opposer aux communistes un gouvernement élu et en fonction, en train de négocier des accords avec la France pour parfaire l'indépendance du pays ou déjà en possession d'un accord complet. Ceci renforcerait la position franco-vietnamienne devant l'opinion mondiale et apporterait une certaine réponse aux aspirations démocratiques et nationalistes. Mais beaucoup de difficultés étaient devant une telle entre prise : la nouveauté du gouvernement Bửu Lộc et sa faiblesse, l'inertie et la confusion parmi les Vietnamiens eux-mêmes, l'absence de leaders politiques forts et enfin l'opposition de Bảo Đại. De plus le temps était compté et il était difficile de monter une telle organisation avec tous ses composants techniques en si peu de temps et avec un personnel inexpérimenté. Le climat politique était pourtant favorable comme l'indiquait l'opinion de Trần Văn Hữu exprimée récemment : "*Il y a une flambée du sentiment populaire en faveur des élections et d'une assemblée nationale.*"

Une intervention armée américaine ?

À l'approche de l'ouverture de la conférence de Genève pour sa phase Indochinoise la situation militaire des Français à Điện Biên Phủ devint préoccupante au point de pousser les Français, par la voix d'Ely et au nom de Bidault et de Pleven, à réclamer d'urgence une intervention d'urgence de bombardiers américains. La demande fut faite tout en sachant qu'une telle intervention ne pourrait pas être déterminante quant à l'issue de Điện Biên Phủ et n'aurait proba blement comme résultat que de faire reculer la fin que de quelques jours. Néanmoins une intervention américaine avant la chute de Điện Biên Phủ était de la plus grande importance pour l'opinion publique en France et le moral en Indochine.

Elle était nécessaire pour éviter la désintégration des forces vietnamiennes en cas de victoire du Việt Minh.
Dillon appuyait cette demande en soulignant à Dulles qu'une intervention américaine ferait que les forces françaises continueraient à se battre quelle que soit l'issue de Điện Biên Phủ. Le refus américain ou l'incapacité de fournir cette aide serait connue du public avec comme conséquence inévitable la chute du gouvernement Laniel. Il serait alors remplacé par un gouvernement prônant la négociation avec Hồ Chí Minh et le retrait des forces françaises ; ce gouvernement n'accepterait pas une aide américaine même si celle-ci serait gratuitement offerte. Il conclut qu'une intervention des forces américaines dans ces prochains jours avant une chute de Điện Biên Phủ serait le seul moyen pour aider les forces françaises à continuer à se battre et ainsi préserver l'Indochine d'une mise sous contrôle communiste.[12]

La position de la Grande-Bretagne

---

[9] Doc 606 Memorandum by the Chairman of the Operations Coordinating Board (Smith) to the President [Washington,] March 11, 1954.
[10] Doc 277 The Ambassador in France (Dillon) to the Department of State Paris, March 10, 1954
[11] Doc 288 Ambassador at Saigon (Heath) to the Department of State Saigon, March 15, 1954
[12] Doc 796 The Ambassador in France (Dillon) to the Department of State Paris, April 25, 1954

Mais l'avis d'Eden le représentant de la Grande Bretagne fut décisif et clair : une intervention aérienne à Điện Biên Phủ n'aurait aucun effet décisif sur l'issue de la bataille. Et dès lors que l'action était inefficace ce serait une grande erreur de l'entreprendre pour l'opinion au sein du monde libre ; de plus personne ne pouvait savoir où cela pourrait mener. Il réaffirma alors la position de Londres :

1. Les Britanniques donneraient aux Français tout le soutien diplomatique possible pour les maintenir fermes dans l'idée d'obtenir un accord satisfaisant sur l'Indochine.
2. Si un tel accord était obtenu la Grande Bretagne se joindrait aux États-Unis et aux autres pays du Sud-Est Asiatique intéressés pour garantir cet accord
3. La Grande Bretagne était sur le champ prête pour étudier secrètement avec les États-Unis les mesures militaires à prendre pour la défense de la Thaïlande au cas où la France capitulerait à Genève.

Dulles fit savoir à Eden qu'il était lui-même réservé sur une intervention aérienne immédiate à Điện Biên Phủ car les Américains ne croyaient pas non plus que cela suffirait à sauver Điện Biên Phủ d'autant que leur responsabilité serait engagée sans une base politique saine et adaptée pour y continuer l'action militaire. En d'autres termes les États-Unis seraient profondément impliqués sur une base malsaine. D'un autre côté si aucun espoir n'était donné aux Français d'avoir de nouveaux alliés dans cette guerre ils n'auraient pas la volonté de continuer eux-mêmes. Ils ne pourraient même pas faire face à la perte de Điện Biên Phủ qui entrainerait la perte de l'Indochine et aurait un effet fatal sur la Thailande, la Malaisie et aussi l'Indonésie qui était dans un équilibre précaire. Eden réaffirma à Dulles que personne à Londres ne croyait qu'une intervention en Indochine servirait à quelque chose et qu'un écart existait bien entre les vues américaines et les vues britanniques, mais Londres était déjà allé aussi loin qu'il le pouvait en la matière.

Dulles constata que compte tenu de la position britannique la perspective d'une capitulation française était très nette ; il demanda si Londres envisageait une partition de l'Indochine. Eden confirma que cette solution appliquée au Việt-Nam seul était une possibilité qui permettrait de sauver une partie substantielle de la région. Eden conclut en disant que cette affaire Indochinoise était une très grande opération qui nécessitait beaucoup de troupes, de temps et d'en gagement ; Dulles ajouta qu'il n'y avait pas de raison qu'on ne pût pas développer les forces vietnamiennes pour qu'elles fussent l'égal des forces du Việt Minh en qualité et en mental. Mais il faudrait du temps et une réelle indé pendance pour développer les forces vietnamiennes et leur insuffler le sentiment que leur combat était pour leur pro pre indépendance. Eden termina par ''malheureusement les forces du Việt Minh avaient la foi et pas celles du Việt-Nam.''[13] [14]

Le point de vue d'Eisenhower

De son côté le Président des États-Unis avait une opinion claire sur la question : il était impossible d'intervenir directement en l'absence d'une déclaration d'intention commune des principales nations impliquées et intéressées. Il était persuadé que ni le Congrès ni l'opinion publique n'accepteraient une alliance de dernière minute avec la France en l'absence de l'autre forme minimale d'association.

Il rappela que ''(1) *Nous avons soutenu le plan Navarre sur les conseils de nos experts militaires qui considéraient ce plan comme un bon plan, propre à créer une position de force s'il était appliqué avec énergie et efficacité.*
(2) *Nos autorités militaires considèrent que la perte de Điện Biên Phủ d'un point de vue militaire ne serait en aucun cas un coup mortel au plan Navarre.*
(3) *Les Français ont demandé l'intervention aérienne des États-Unis, non pas pour sauver Điện Biên Phủ mais pour rehausser le moral des Français militairement et politiquement en vue de continuer la résistance en Indochine. Cette assurance a peu de valeur si un changement de gouvernement se produisait ou si une détérioration de la situation militaire dans le futur conduisait à un effondrement total.*''[15]

La déception de Dulles devant la réalité française

À quelques jours de son retour aux États-Unis Dulles résuma amèrement la situation de la façon suivante :

''Le présent gouvernement français est en '*stand-by*' car leur Parlement est en vacances. Bidault peut faire ce que bon lui semble car le Cabinet ne sait pas quelle décision prendre sur tout sujet. Aussi nous n'avons personne du côté fran çais avec qui pouvoir arriver à quelques arrangements fiables. Quand les députés seront de retour et que Điện Biên Phủ aurait chuté il y aurait bien un nouveau gouvernement, probablement de gauche, voué à liquider l'Indochine.

[13] Doc 352 Memorandum of Conversation, by the Secretary of State, Geneva, April 25, 1954.
[14] Selon le Lieutenant-Colonel Taber les Américains pourraient réalistement commencer à rebâtir l'armée vietnamienne à partir des 6 régiments existants pour en faire deux divisions prêtes au combat au bout d'une période de 6 mois au minimum. En comparaison ce serait plus difficile à réaliser qu'avec l'armée sud-coréenne en l'absence d'un fort pouvoir politique et d'un manque de volonté de combattre au Việt-Nam. Mais de toute manière cette affaire était encore une affaire strictement française.
[15] Doc 396 FRUS 1952-1954 Vol XVI Acting Secretary of State to the Secretary of State , April 29, 1954

Cependant, ceci est plus facile à dire qu'à faire et il est possible qu'au cours du développement de ce fait, le gouver nement français serait prêt à s'assoir pour discuter sérieusement avec nous pour établir un programme commun, chose qu'il a évité jusqu'ici de faire.Le déclin de la France, la grande faiblesse de l'Italie et la faiblesse considérable en Angleterre créent une situation dans laquelle si nous-mêmes étions clairs sur ce qu'il faudrait faire, je pense que nous devrions nous préparer à prendre la direction des opérations que nous pensons être justes pour nos intérêts à long terme en tenant compte de l'importance de nos Alliés. Je crois que nos Alliés seraient disposés à suivre, finale ment sinon immédiatement, une direction ferme et sensée. Cela dit je ne sous-estime pas l'immense difficulté pour nous de trouver la bonne ligne d'actions en cette période troublée. Je ne pense pas non plus que le moment soit mûr pour une ligne d'actions hardie ou pour se mettre sur le pied de guerre. Ici je ne dispose pas de tous les éléments sur la politique des États-Unis tout comme des jugements du NSC nécessaires à une évaluation globale de la situation."[16]

Un cadre d'action étroit avec peu de certitudes pour les Américains.

Après le départ de Dulles le 3 mai pour Washington Heath présenta à Smith une analyse de la situation soulignant les éléments suivants :

a. La situation militaire est défavorable. La chute de Điện Biên Phủ en soi n'est pas catastrophique militairement, mais aurait un effet déstabilisant sur le moral des forces de l'Union Française et particulièrement des forces vietnamiennes et exposerait le Delta à une activité accrue du Việt Minh.
b. Le gouvernement français déjà chancelant est sous forte pression pour cesser les combats en Indochine et ne va épargner aucun effort pour atteindre ce but. Il ne va pas survivre à une perte de Điện Biên Phủ. Si ce présent gouvernement tombait, le gouvernement suivant serait probablement encore plus réceptif à des conditions défavorables…À présent certains éléments français sont attirés par l'idée d'un gouvernement de coalition comme moyen pour arrêter les combats sans que cela soit déjà une position ferme des autorités.
c. Les Britanniques sont manifestement opposés à toute participation militaire à ce stade et sont surtout intéressés par un arrêt des combats pour éviter toute possibilité de leur expansion. Ils sont en faveur d'une partition de l'Indochine comme moyen pour arriver à un accord et il y a des indications montrant qu'ils ne seraient pas opposé à un simple cessez le feu.
d. Dans quelle mesure les Vietnamiens peuvent ou veulent s'opposer aux décisions françaises est une chose difficile à prédire de manière précise. Ils sont manifestement inquiets par l'ouverture des négociations et par la faiblesse probable des Français dans ces négociations. Ils ont tendance à se tourner vers les États-Unis en espérant que ceux-ci les sortiraient de toute situation dans laquelle la faiblesse française les aurait conduits.
e. Il apparait que les Communistes tout en ayant conscience de la supériorité de leur position militaire et politique sont inquiets au sujet des possibilités d'intervention américaine ou des possibilités d'extension de la guerre. [17]

Du côté du camp des "Quốc Gia"[18]

Sur la participation des "Quốc Gia" à la conférence

Bửu Lộc[19] avait déclaré à Heath qu'il ne siégerait pas à la table de conférence en face du Việt Minh le 10/4/54.[20]
Le gouvernement du Việt-Nam était profondément perturbé devant la perspective d'avoir à partager la table de confé rence avec le Việt Minh. Il avait le sentiment que sans la preuve concrète d'une cessation de l'aide au Việt Minh par la Chine, la conférence ne serait qu'un pur exercice de propagande. Il ne voyait aucun avantage en participant à cette propagande et pensait y trouver un affaiblissement de sa position par la reconnaissance de facto du gouvernement Việt Minh du fait de sa participation. Pour éviter cette reconnaissance de facto qui constituerait un succès et un gain net du Việt Minh le gouvernement vietnamien envisageait d'envoyer des observateurs à Genève plutôt qu'une délé gation sous statut de participant officiel. C'étaient les points de vue de Bảo Đại et de Bửu Lộc partagé par DeJean. Les Français avaient vaguement en tête un statut spécial situé entre observateurs et membres à part entière pour les représentants des Etats Associés et du Việt Minh qui participeraient selon les besoins de la conférence.[21]

L'entretien entre Bảo Đại et Foster Dulles

Dulles était venu à Paris le 21 avril pour y rencontrer les officiels britanniques et français au sujet de l'Indochine et pour une journée de travail avec le Conseil Nord-Atlantique. Avant de quitter Paris pour la Conférence de Genève il avait eu une réunion avec Bảo Đại le 24 avril. La conversation fit l'objet d'un mémorandum établi par Heath. Dulles

[16] Doc 387 The Secretary of State to the Department of State Geneva, April 29, 1954
[17] Doc 425 Memo. by the Special Adviser to the US Delegation (Heath) to the Under Secr. of State (Smith) Geneva, May 3, 1954
[18] Mot utilisé pour désigner les Vietnamiens non-communistes et usuellement traduit par Nationalistes
[19] Premier Ministre du gouvernement de Bảo Đại depuis janvier 54
[20] Doc 323 Heath Ambassadeur à Saigon à Département d'État -10/4/54
[21] Doc 327 The Ambassador at Saigon (Heath) to the Department of State Saigon, April 13, 1954

s'enquit de l'état d'avancement des négociations entre la France et le Việt-Nam. Bảo Đại l'informa que l'accord était quasiment acquis en ce qui concernait les clauses politiques avec la reconnaissance formelle de l'indépendance du Việt-Nam par la France et l'acceptation du Việt-Nam d'entrer au sein de l'Union Française. Bảo Đại précisa qu'il n'avait pas obtenu que la France signât l'accord politique avant l'ouverture de la Conférence de Genève. Le gouver nement français avait insisté sur l'impossibilité de ratifier l'accord politique avant la signature en même temps des textes techniques auxiliaires.

Dulles fit savoir que le gouvernement français semblait être favorable à un rapide cessez–le-feu et demanda à Bảo Đại ce que ferait le Việt-Nam au cas où la France cesserait son effort militaire. Bảo Đại répondit qu'il avait fréquem ment dit à Heath que l'armée vietnamienne et le peuple vietnamien continueraient le combat, mais qu'ils auraient besoin de moyens de la part d'amis pour livrer bataille. A la question de Dulles ''Quels seraient les moyens requis'' Bảo Đại répondit ''De l'armement''. Bảo Đại assura à Dulles que l'Armée Nationale Vietnamienne était prête et déter minée à combattre les communistes jusqu'à la victoire. Le départ des Français, si cela se produisait, rendrait le pro blème de recrutement et de développement de l'armée nationale en fin de compte plus facile à résoudre. À ce jour le Việt Minh avait un avantage pour faire de la propagande. Ils pouvaient soutenir que leur combat était pour l'indépen dance du Việt-Nam et pour chasser les agresseurs. Dans les territoires sous contrôle gouvernemental une certaine confusion existait suite à la présence des troupes françaises car à l'évidence se posait la question 'les forces de Bảo Đại luttaient-elles pour le Việt-Nam ou pour la France ?' Selon Bảo Đại des difficultés, pas importantes, existaient au Sud alors qu'au Nord Việt-Nam l'idée de combattre le communisme était très répandue. Et avant de partir pour la France il avait consulté des leaders politiques de toutes les régions du Việt-Nam. Leur opinion unanime était que le Việt-Nam se devait de combattre jusqu'à la victoire, à la condition cependant de pouvoir trouver des ''amis'' parmi les pays étrangers prêts à les soutenir dans cet effort.

Dulles questionna Bảo Đại au sujet de la participation du Việt-Nam à la Conférence de Genève. Celui-ci répondit qu'évidemment le Việt-Nam accepterait une invitation et participerait sur une base d'égalité et la reconnaissance qu'il était un état indépendant et souverain. Une invitation adressée au Việt Minh créerait une ''situation délicate'' car le Việt Minh n'était pas un état mais de simples rebelles. Robertson souligna que dans son propre intérêt le Việt-Nam se devait d'être représenté.[22]

Le communiqué du 25 avril du Cabinet de Bảo Đại

Peu de temps après cet entretien un communiqué exprimant le mécontentement de Bảo Đại sur l'avancement des négociations franco-vietnamiennes prit tout le monde par surprise. Il y était dit que le gouvernement vietnamien n'était pas disposé à signer les traités tant qu'il ne recevrait pas de la France des garanties concrètes sur l'indépendance et l'unité territoriale du Việt-Nam. Le communiqué conclut que Bảo Đại et le gouvernement vietnamien ne se considé raient pas liés par toute décision prise par les Français à Genève qui serait contraire aux intérêts du Việt-Nam.[23] [24] L'évènement inquiéta vivement les Américains qui demandèrent rapidement aux Français des explications. Heath[25] et Bonsal[26] reçurent Roux[27] pour l'entendre dire que les Français eux aussi étaient surpris par la déclaration de Bảo Đại. Roux fit savoir que Bidault avait réuni les représentants des trois États Associés le 24 avril pour leur communiquer la position du gouvernement français quant à Genève. Cette position incluait et affirmait l'attachement de la France a) à l'indépendance et l'unité des États Associés, b) à leur participation probable à la conférence, c) à une opposition à l'admission du Việt Minh. Le gouvernement français avait l'intention de garder un contact étroit avec les représentants des États Associés aussi étaient-ils invités à rendre leurs représentants disponibles à Genève. Son souhait était d'essayer d'obtenir un cessez-le-feu en accord avec la proposition de Laniel qui assurerait la sécurité forces militaires amies et les civils.

Heath informa les Français que Dulles était désireux de l'envoyer voir rapidement Bảo Đại mais le projet fut remis car Bảo Đại avait quitté Paris pour Cannes.[28] Ceci avait aussi énervé au plus haut point Bidault et la délégation française car Bảo Đại était parti sans donner de délégation d'autorité à Paris ni envoyé de représentant à Genève. Ils étaient dans l'impossibilité de discuter du problème des représentants du Việt-Nam et du Việt Minh avec Molotov. Jacquet[29]

---

[22] Doc 787 Memorandum of Conversation, by Ambassador Donald R. Heath [Paris,] April 24, 1954

[23] Doc 812 FRUS Vol XIII,Part 2, The Ambassador in France (Dillon) to the Department of State Paris, April 27, 1954

[24] La France et l'État du Việt-Nam publièrent une déclaration commune le 28 avril annonçant la conclusion de deux traités, l'un affirmant l'indépendance du Việt-Nam et l'autre définissant les relations futures entre les deux états. Les textes furent signés par Laniel et Bửu Lộc le 4 juin mais ne furent jamais ratifiés par les Chefs de l'État de la France et du Việt-Nam.

[25] Donald R. Heath, Ambassador to Vietnam and Cambodia, Special Adviser U.S. Delegation

[26] Philip W. Bonsal, Adviser U.S. Delegation

[27] M. Roux, Head of Far Eastern Section of French Foreign Office

[28] Doc 369 Memorandum of Conversation, by the Adviser to the United States Delegation (Bonsal) [Geneva,] April 27, 1954.

[29] M. Marc Jacquet, French State Secretary for the Associated States.

qui était en route pour Genève fut détourné vers Cannes pour demander à Bảo Đại de préciser ses intentions sinon les Français prendraient une position sur le problème des participations au mieux comme ils l'entendaient.[30]

Les Quốc-Gia d'accord pour participer

Quand Heath alla voir Bảo Đại le 29 avril il apprit que Bảo Đại avait refusé de donner des engagements à Jacquet sur la participation du Việt-Nam mais entendit Bảo Đại lui annoncer très rapidement qu'il était nécessaire aux Quốc-Gia de participer sans faire d'objections à la présence du Việt Minh. Bảo Đại enverrait son Ministre des Affaires Étran gères Nguyễn Quốc Định pour prendre la tête de la délégation. Comme celui-ci était sur le point d'arriver à Cannes Bảo Đại demanda à Heath de retarder son retour jusque dans l'après-midi pour rencontrer Định.[31]

Định avait insisté pour qu'une certaine préséance et une certaine différentiation fussent faites dans les invitations aux deux camps vietnamiens et le scénario suivant fut établi et proposé: a) Bidault, Eden et Dulles écriraient à Bảo Đại pour demander sa réponse à une invitation qui serait aussi adressée au Việt Minh.
b) Bảo Đại enverrait son Ministre à Genève avec instruction d'accepter l'invitation.
c) Les invitations seraient alors envoyées simultanément aux deux parties.
Une lettre signée d'Eden, Bidault et Dulles fut envoyée à Bảo Đại le 29 avril et remise à Bảo Đại à Cannes le jour d'après.[32]

À la recherche du soutien américain

Định rendit visite à Dulles à Genève le 2 mai 1954 pour informer les Américains de la position du Việt-Nam. En premier lieu Định fit savoir que Bảo Đại avait pris la décision de participer à la conférence bien que son gouvernement n'eut pas beaucoup d'espoirs en ses chances de succès. Ensuite comme prévu le représentant vietnamien déclara qu'il n'y avait pas d'objection à ce que le Việt Minh fut invité. Puis vinrent les deux principaux points de la position vietnamienne. Le premier fut essentiellement un beau principe que les 'Quốc Gia' n'avaient aucun moyen à leur dispo sition pour défendre comme pour imposer son observation à toute autre délégation. Định annonça que son gouver nement s'opposerait résolument à toute proposition de diviser le pays que ce soit au 16 ième, 20 ième ou tout autre parallèle. Plus dépendant de la volonté des 'Quốc Gia' était le deuxième point qui était le refus de participer à tout gouvernement de coalition avec le Việt Minh. Au cas où de telles propositions recueillaient l'accord d'autres parti cipants la délégation vietnamienne se retirerait de la Conférence.Cette partie de l'échange met clairement en évi dence les difficultés de la position des Vietnamiens du camp Quốc Gia.

Dulles s'enquit de la volonté du gouvernement vietnamien et de son peuple de continuer le combat si aucune solution pacifique n'était trouvée à Genève; il commenta que toute nation déterminée dans sa décision de préserver son indépendance trouverait des amis et alliés mais elle n'en trouverait guère sans la volonté de continuer le combat. Định répondit que le gouvernement et le peuple vietnamien étaient résolus à le faire.

Revenant sur la question du partage de territoire Dulles signala que dans l'histoire il y avait peu de cas de peuple demandant lui-même le partage de son pays et les propositions de partage ne pouvaient venir que des étrangers. Il se demandait si Hồ Chí Minh pouvait logiquement proposer une partition étant donné le but affiché de son combat qui était pour l'indépendance et l'intégrité territoriale. Định formula l'espoir que les discussions à la conférence pourraient amener les éléments non-communistes du Việt Minh à se dissocier de Hồ Chí Minh.[33]

À la demande de Định une réunion rassemblant lui-même Eden, Bidault et Dulles se tint le matin du 3 mai. Là il reçut l'assurance des trois représentants occidentaux qu'aucune décision d'importance ne pourrait être prise sans qu'il fût consulté à l'avance. Bidault observa qu'à Berlin il était convenu que l'URRS inviterait la Chine et que les trois grands du Monde Libre en feraient de même pour les États Associés. Bidault fit savoir qu'il avait essayé d'exclure le Việt Minh mais dut abandonner l'idée suite à la forte opposition de l'URSS. Định réaffirma que son gouvernement ne pouvait justifier sa participation à la conférence sans qu'il ne reçût un plein soutien contre toute proposition dirigée contre l'intégrité territoriale et l'unité politique du Việt-Nam. La présence du Việt Minh ne devait en aucun cas être considérée comme une reconnaissance envers un état. Bidault et Dulles réassurèrent Định sur ce point et notèrent que la Chine n'était pas reconnue par les États-Unis. Cependant le Việt Minh était un **fait** dans cette guerre, ne pouvait être ignoré et on se devait de conférer avec lui.[34]

---

[30] Doc 384 The Secretary of State to the Department of State Geneva, April 28, 1954
[31] Doc 385 Heath–Bao Dai Meeting, Cannes, April 29, the Secretary of State to the Department of State. Geneva, April 30,1954
[32] Doc 390 The Secretary of State to the Department of State Geneva, April 29, 1954
[33] Doc 420 FRUS Vol. XVI Dulles-Dinh Meeting. The Under Sec. of State (Smith) to the Dep. Of State. Geneva, May 4, 1954
[34] Doc 422 FRUS Vol. XVI Smith–Eden–Bidault–Dinh Meeting, Geneva, May 3, Morning: The Under Secretary of State (Smith) to the Department of State. Geneva, *May* 4, 1954

Dulles rentre à Washington

Quand vint le moment de rentrer aux États-Unis Dulles n'avait que quelques moroses certitudes:

a) Après le refus des Américains d'envoyer ses bombardiers Điện Biên Phủ allait tomber
b) Le gouvernement Laniel tomberait aussi en conséquence[35]
c) Les négociations à Genève allaient commencer avec une grande incertitude quant au résultat final

Dulles fit le point suivant de la situation au National Security Council le 6 mai : "En dépit des conversations qu'il avait eues à Genève les Britanniques restent sur leur position qui était '*pas d'implication dans toute action militaire en Indochine et pas de planification pour toute autre sorte d'action jusqu'à la conclusion de la Conférence de Genève*'. Il y a une différence colossale dans les opinions en France concernant l'idée d'internationalisation du conflit. Le Cabi net est divisé. L'Assemblée Nationale et le public sont divisés. Il y a une forte croyance que si la France acceptait d'internationaliser le conflit elle aurait les mains liées et serait incapable d'arriver à un accord à Genève qui lui per mettrait de se sortir de l'Indochine. Il y a un sentiment irrésistible pour s'en sortir. De plus il n'y a pas vraiment de gouvernement en France. La France est à la dérive. Les Français n'osent pas tenir de réunion avec le Cabinet au complet. Bidault a à peu près les mains libres à Genève tout simplement parce que le Cabinet n'arrive pas à se mettre d'accord sur quelle instruction lui donner. Laniel pourrait cet après-midi s'assurer encore un faible vote de confiance grâce à une abstention massive des députés. Dans ces conditions il est très difficile aux États-Unis de traiter sérieusement avec la France. Il était impératif pour les États-Unis, une condition sine qua non selon Dulles, d'avoir un arrangement avec les Français sur les fondamentaux suivants :

(1) Une véritable indépendance des États Associés
(2) Un partage de responsabilité avec les Français permettant aux États-Unis de jouer un rôle beaucoup plus actif dans l'entrainement des forces indigènes des États Associés.
(3) Un partage de responsabilité dans la planification des opérations militaires pour éviter la situation dans laquelle les forces américaines ne seraient que des outils dans les mains d'un chef d'état-major français.
(4) Le consentement de la France de continuer le combat en Indochine.

Il n'était pas encore possible jusqu'à maintenant de discuter avec les Français de n'importe quelle condition parmi celles citées ci-dessus. Dès lors sans l'accord des Français sur ces fondamentaux, il ne serait pas sage aux États-Unis de songer à toute forme de belligérance en Indochine."[36]

Le 8 mai Dillon envoya la recommandation suivante à Washington qui ne fut guère suivie:

"Comme le gouvernement américain n'avait pas pu répondre à la demande d'assistance militaire des Français pour sauver Điện Biên Phủ il est maintenant essentiel pour notre position ici de donner un soutien total aux Français dans la seule ligne de conduite disponible actuellement, c'est-à-dire la négociation du meilleur accord possible à Genève. Ce qui veut dire que nous devrions nous préparer à nous associer pleinement à cet accord. Toute autre conduite de notre part apparaitrait comme complètement illogique aux Français, affecterait de manière sérieuse notre prestige déjà abimé et aurait des répercussions négatives sur nos positions concernant la France, l'OTAN et la CED (Communauté européenne de défense). Cette recommandation est naturellement sujette à révision au cas où le gouvernement Laniel serait remplacé par un *gouvernement de paix à tout prix*."[37]

Retour à Genève

Après le départ de Dulles la délégation vietnamienne eut l'occasion de faire connaître à Heath de façon plus détaillée son point de vue. Đắc Khê et Bửu Kính précisèrent à Heath :

1. Le Việt-Nam n'avait jamais souhaité la tenue de la conférence de Genève. Dans le fond ils souhaitaient un échec de la conférence sans aller jusqu'à la saboter.
2. Ils étaient inquiets des gros titres aux États-Unis (Herald Tribune du 7 mai) qui pouvaient refléter une tendance des États-Unis à laisser tomber le Việt-Nam.
3. Les Vietnamiens croyaient fortement qu'une solution militaire en Indochine devrait être associée à une solution politique et craignaient que les Français en voulant terminer la guerre leur imposent un cessez-le-feu sans garanties politiques.

---

[35] Le 12 juin le gouvernement de Laniel fut renversé par un vote de défiance de 306 à 293 et démissionna le jour suivant. L'Assemblée Nationale élit Pierre Mendès France comme Président du Conseil le 17 juin 1954. Dans sa déclaration de politique générale avant le vote Mendès-France promit de démissionner s´il ne parvenait pas à un cessez-le-feu en Indochine dans des termes raisonnables avant le 20 juillet.

[36] Doc 838 Memorandum of Discussion at the 195th Meeting of the National Security Council, Thursday, May 6, 1954

[37] Doc 848 The Ambassador in France (Dillon) to the Department of State Paris, May 8, 1954

4. Les Vietnamiens supporteraient une proposition d'armistice des Français si celle-ci faisait partie d'un plan politico-militaire ; le plan Laniel serait acceptable comme base mais devrait être étendu pour inclure des équipes d'inspection de l'ONU le long de la frontière chinoise ; le Việt Minh devrait déposer les armes avec la garantie par l'ONU d'une amnistie. Après l'armistice au bout d'une période à définir des élections seraient organisées suivies de la formation d'un gouvernement de coalition si les résultats des élections l'imposaient.
5. Les Vietnamiens considéraient le Conseil de Sécurité de l'ONU comme le cadre le plus sûr pour régler le problème étant donné la possibilité pour les États-Unis comme pour la Chine Nationaliste d'opposer un veto à toute proposition soviétique inacceptable. [38]

Après l'annonce de la chute de Điện Biên Phủ

À Saigon

De Saigon McClintock signala l'apathie complète de la population vietnamienne et en même temps la tendance croissante des 'fence-sitters' (*badauds attentistes*) à aller vers l'ennemi, l'effondrement total du plan de mobilisation générale de Bảo Đại, les rivalités internes des rares personnes capables de faire preuve d'autorité et l'absence de directives en provenance de Bảo Đại et de ses ministres.[39]

Navarre, principal responsable de la défaite[40] par suite de son indécision et de son échec à monter une opération de secours à Điện Biên Phủ avant qu'il ne fut trop tard, tint ces paroles excessives mais pas complètement infondées à McClintock, visant à masquer ses propres erreurs : ''La politique des États-Unis ces dernières années tendant à encourager les Vietnamiens à réclamer une indépendance théoriquement complète avait conduit à une situation dans laquelle les Vietnamiens avaient tous les bénéfices d'une indépendance mais pas le savoir-faire ni le sens des respon sabilités pour défendre cette indépendance. Le gouvernement vietnamien est une 'bande de marionnettes' sans 'leader' national réel et les énergies des leaders en ces circonstances étaient surtout déployées dans la promotion des différences factionnelles et d'avantages personnels. L'Armée Nationale n'était qu'une cohue malgré le fait que le soldat vietnamien comme son frère ennemi du Việt Minh avait prouvé qu'il pouvait être aussi bon que tout autre soldat au monde. Il n'y avait pas de cadre, les armées professionnelles privées refusaient d'intégrer les forces armées nationales et les deux dirigeants à sa tête, Hinh le Commandant en Chef et Quat le Ministre de la Défense étaient à couteaux tirés. Il n'était pas possible de donner un entrainement adéquat à ces unités vietnamiennes car comme la guerre était continuellement en cours, les unités, dès leur formation terminée, étaient immédiatement envoyées au combat sans possibilité de retour vers l'arrière pour une période de repos et de complément d'entraînement.'' Navarre ajouta ironiquement que si l'internationalisation avait lieu il demanderait la prise en charge totale de l'Armée Nationale Vietnamienne par le général O'Daniel. ''Et si vous prenez cette responsabilité vous devriez être capable de 'serrer les boulons' à ces gens. Ils ne coopéreront pas d'eux-mêmes mais doivent y être forcés.''

Selon McClintock l'offre de Navarre au général O'Daniel était sincère mais à la seule condition que les États-Unis viendraient dans cette guerre avec toutes leurs armes ; c'était ça l'internationalisation comme il l'entendait et non pas comme le voudrait O'Daniel c'est-à-dire une responsabilité pour l'entrainement et la direction de l'armée vietnamienne pendant que les Français continueraient d'assurer les opérations militaires, en particulier dans le Delta.[41]

À Genève, ouverture de la conférence

La première session plénière de la conférence s'ouvrit le 8 mai, jour suivant la chute de Điện Biên Phủ et la délégation du Việt Minh que les Français auparavant voulaient refuser la participation entra par la grande porte. ''Bidault commença par proclamer qu'il ne voulait pas d'une solution partageant le Việt-Nam mais chercherait seulement un cessez-le-feu. Il espérait mettre fin aux combats, apaiser l'opinion française et sauver le gouvernement Laniel chancelant, en remettant à plus tard un accord politique. Le Việt Minh ayant vaincu à Điện Biên Phủ et menaçant les Français en d'autres endroits, Phạm Văn Đồng se montra exigeant, comme il fallait s'y attendre. Il réclama avec insistance de conclure d'abord un accord politique selon lequel les Français se retireraient et laisseraient les Vietna miens régler leurs propres différends-formule propre à semer la panique dans le gouvernement de Bảo Đại et à garantir quasiment un triomphe communiste. Il demanda aussi la reconnaissance du Pathet Lao et des Khmers Libres, mouvements de résistance procommunistes au Laos et au Cambodge. Les Français rejetèrent ces exigences, Phạm Văn Đồng refusa d'en démordre : la conférence se retrouva dans une impasse.''[42]

---

38 Doc 470 The United States Delegation to the Department of State Geneva, May 8, 1954

39 Doc 856 The Chargé at Saigon (McClintock) to the Department of State Saigon, May 9, 1954

40 DeJean fit savoir à McClintock que deux jours avant le déclenchement de la bataille Navarre lui avait avoué qu'elle serait perdue.

41 Doc 854 The Chargé at Saigon (McClintock) to the Department of State Saigon, May 8, 1954

42 Stanley Karnov, *Việt-Nam* , Presses de la Cité, p. 115-116

Đinh fit savoir à Heath qu'il était contre la proposition d'armistice de Bidault mais ne soulèverait pas d'objection en séance plénière. Il discuterait avec les Français des points faibles de la proposition tout en essayant de gagner du temps. Il s'enquit d'éventuels développements suite au retour de Dulles et à ses probables discussions avec le Président et les autorités militaires américaines mais apprit qu'il n'y avait rien de nouveau. Il rappela à Heath d'avoir dit à Dulles qui l'approuva, que les Vietnamiens préféreraient quitter la conférence plutôt que d'accepter une solution insatisfaisante.[43]

Heath avait aussi reçu de la part de Jacquet[44] des nouvelles pas très réconfortantes du camp français : la situation politique à Paris était très précaire ; la détérioration de la situation politique à Saigon était très inquiétante et Navarre avait perdu son autorité morale sur son commandement avec d'énormes frictions existant maintenant entre lui et Cogny.[45]

Arrivée de Mendès France et rôle déterminant de Zhou En Lai

L'impasse dans les négociations dura jusqu'à la mi-juin et c'était à Paris que se produisit l'évènement important à l'origine du déblocage. Le gouvernement Laniel fut renversé et Pierre Mendès France dans son discours pour l'inves titure par l'Assemblée Nationale le 17 juin, déclara "*Je m'engage à remettre ma démission si d'ici un mois…je n'ai pu obtenir un cessez-le-feu en Indochine.*"
De son côté Zhou En Lai saisit la balle au bond et prit lui-même en main les pourparlers. Zhou et Mendès France décidèrent de se rencontrer en secret à l'ambassade française de Berne le 23 juin. Le Chinois déclara au Français que, contrairement aux exigences du Việt Minh, il était d'accord pour conclure **d'abord** un cessez-le-feu puis un accord politique. Plus étonnant encore il jugea qu'il y aurait probablement à l'avenir deux Việt-Nam- coup direct au rêve d'unification de Hồ.

Voyant Zhou En Lai apparemment prêt à diviser le Việt-Nam en deux parties Mendès France se rallia très vite à l'idée. Sous les pressions chinoises et soviétiques Phạm Văn Đồng finit par en accepter le principe, puis dut même reculer ses exigences à une ligne de démarcation provisoire au niveau du 17ème parallèle. De même il dut accepter le délai très long de deux ans avant les élections générales, lui qui avait commencé à proposer un délai de six mois.

Stanley Karnov signala que Đồng, furieux contre Zhou avait quitté la dernière séance de marchandage en murmurant à un de ses assistants : "*Il nous a doublés.*" Pire pour lui, au dîner d'adieu offert par la délégation chinoise Đồng eut à côtoyer Ngô Đình Luyện le frère de Ngô Đình Diệm récemment nommé Premier Ministre par Bảo Đại et entendit Zhou déclarer que la Chine était favorable à une division définitive du Việt-Nam. Plus tard dans la soirée Zhou se tourna vers Luyện pour suggérer que le gouvernement de Saigon ouvre une mission diplomatique à Pékin.[46] "*Bien sûr, dit-il, Đồng est idéologiquement plus proche de nous mais cela n'empêche pas le Sud d'être représenté.*"

Une vue à court terme des Américains

Les États-Unis redoutant le pire, s'étaient mis eux-mêmes en situation de ne rien pouvoir contrôler et avaient assisté de loin aux pourparlers. Ils furent même inquiets de constater que les Français négociaient en secret avec les Chinois. Le pire pour eux était la perte, à terme, de la totalité de l'Indochine, en commençant par la perte de la totalité du Việt-Nam. Et si le pire était arrivé ? Et si on avait offert directement sur un plateau le Sud Việt-Nam à Hồ Chí Minh dès juillet 1954 ?

Contrairement à ce que les Américains pensaient, ils avaient encore des options dans la situation qu'ils considéraient comme étant la pire pour eux. En effet on peut aussi essayer de vaincre un ennemi en s'efforçant de le transformer en ami quand il ne restait plus que cette seule ressource. Et même si cela relève de la pure fiction l'auteur des présentes lignes ne peut s'empêcher d'avoir la folle idée que les États-Unis seraient alors en condition pour avoir l'éclair de lucidité leur permettant d'imaginer une solution à long terme, consistant à éviter à Hồ de tomber dans le giron chinois ou soviétique par une aide massive pour la reconstruction et le développement. Cette folle idée aurait probablement évité les millions de blessés et de morts et les milliards de dollars dépensés en souffrances et destructions.

La grave erreur des Américains fut de penser que le camp communiste était un bloc monolithique et qu'un Việt-Nam communiste serait forcément inféodé à ce bloc. Rigides dans la conscience de leur bon droit, ils avaient une vision bien manichéenne des choses, ne savaient manier que la force militaire et n'avaient jamais songé à utiliser l'arme fatale qu'ils avaient en leurs mains, leur puissance économique. Par manque de vision à long terme et méconnaissance totale des réalités ils pratiquèrent une politique consistant à '*sauver au mieux les meubles*' au gré

---

43 Doc 504 Memorandum of Conversation, by the Special Adviser to the United States Delegation (*Heath*) Geneva, May 12, 1954.

44 M. Marc Jacquet, French State Secretary for the Associated States.

45 Doc 583 Memorandum of Conversation, by the Special Adviser to the United States Delegation (Heath) Geneva, May 21, 1954.

46 Interrogé plus tard sur ce détail Luyện fit savoir que Diem n'avait pas voulu avancer sur la question par crainte d'inquiéter les Américains.

des évènements. Dans leur esprit la meilleure solution consisterait à ne lâcher que temporairement un territoire, le plus petit possible, au Việt Minh. S'ils ne s'étaient pas détournés des négociations ils auraient peut-être été informés de la position souple et singulière des Chinois. Il en résulterait probablement un partage du Việt-Nam plus permanent avec la bénédiction des Grands et un Sud Việt-Nam plus pérenne, plus facilement défendable contre l'expansion communiste conformément à leur vision stratégique.

La situation difficile et inconfortable des Quốc Gia

Alors qu'ils auraient pu tout perdre, les Quốc Gia du Nord et les Sud-Vietnamiens, les principaux bénéficiaires de la partition du Việt-Nam, avaient leurs représentants qui la refusaient. Qu'affirmaient-ils d'autre quand ils demandaient avec insistance le non-partage du Việt-Nam ? La même demande qui était dans la bouche de Phạm Văn Đồng, au moins était plus logique car Hồ pouvait ainsi espérer obtenir la totalité du gâteau.

Finalement voilà que pour une fois les deux camps vietnamiens réclamaient une même et légitime chose, le respect de l'intégrité territoriale du Việt-Nam. Accepter ceci aurait forcément entrainé la formation d'un gouvernement d'union ; l'Armée Nationale et l'armée du Việt Minh, plus puissante, seraient fusionnées en une seule armée qui tomberait de facto sous le contrôle communiste. En fait la réalisation de l'utopie !

En toute logique les représentants Quốc Gia auraient été bien mieux avisés d'aider à une naissance viable du Sud Việt-Nam et donc de réclamer une partition assortie de garanties internationales. C'était tout ce qu'ils pouvaient obtenir de mieux en accompagnement du cadeau inespéré qu'ils avaient obtenu afin de pouvoir le garder précieu sement.

La vérité était que les Quốc Gia voulaient préserver les bases juridiques sur le Việt-Nam, intactes pour d'éventuelles revendications d'autorité sur les parties de territoires qui seraient ''provisoirement'' perdues. Ce point de vue était aussi celui des Américains qui l'avaient confirmé à Trần Văn Đỗ, le nouveau chef de délégation et nouveau Ministre des Affaires Étrangères du gouvernement de Ngô Đình Diệm formé le 7 juillet.[47] L'argument s'était retourné contre le Sud Việt-Nam quand, plus tard, Hà Nội arguant que le Việt-Nam étant un, clama que son armée pouvait légitimement se trouver au Sud.

La deuxième vérité bien plus amère était que les Quốc Gia n'étaient pas en position de réclamer quoi que ce soit. L'état qu'ils représentaient n'était même pas encore officiellement un état indépendant. Les Français négociaient au mieux, par-dessus leurs têtes, leur retrait de l'Indochine sans même les informer. Les Américains, leurs seuls amis, n'étaient plus que des observateurs inactifs. Trần Văn Đỗ était arrivé alors que les jeux étaient quasiment faits. Finalement le 21 juillet son allocution ne fut qu'une protestation contre la manière avec laquelle les pourparlers avaient été conduits, contre le fait que son gouvernement avait été tenu dans l'ignorance. Il n'avait pas oublié de rappeler que son gouvernement se réservait le droit d'user de sa liberté d'action en politique. Il présenta peu après sa démission à Diệm.

* * *

Les accords de Genève furent annoncés le 21 juillet mais ne furent que des accords de cessez-le-feu dont les documents signés mettaient fin aux hostilités au Việt-Nam, au Cambodge et au Laos mais ne réglaient en rien l'aspect politique des problèmes. Le Việt-Nam fut divisé provisoirement en deux territoires au niveau du 17ème parallèle avec la promesse de tenue d'élections générales deux ans après pour permettre au peuple vietnamien de choisir son régime politique dans un état réunifié. À l'exception des États-Unis et du gouvernement Diệm-Bảo Đại, les autres participants donnèrent leur approbation verbale à une Déclaration Finale prenant acte des points d'accord.[48] Ainsi naquit le Sud Việt-Nam.

Pour reprendre l'image du début, le bébé au nom de Sud Việt-Nam fut sauvé grâce à une coupure au bistouri de la Mère Patrie. Il n'avait pas eu suffisamment de temps pour se développer, se renforcer ; il était fragile, manquait de vigueur et pire, était porteur de cellules atteintes d'un cancer sérieux cependant curable; il n'était donc pas pour autant condamné définitivement. Il décéda cependant le 30 avril 1975 en pleine jeunesse par suite de l'incurie, l'incompétence, la médiocrité et la bêtise de toutes les '*gouvernantes'* qui s'étaient succédées à son chevet pour prendre soin de lui.

Bùi Ngọc Vũ, JJR 64.

---

47 Smith–Do–Chuong Meeting, Geneva, July 18, The United States Delegation to the Department of State

48 Stanley Karnov, *Việt-Nam* , Presses de la Cité, p. 116-118